

Anthropology of food

Migrations, pratiques alimentaires et rapports sociaux

’Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz’.

Alimentation, migrations et écologie du sud-ouest ivoirien

Food, migrations and ecology in South-West Ivory Coast

FRANÇOIS RUF

Abstracts

La Côte d’Ivoire est le plus grand théâtre des migrations cacaoyères en Afrique sub-saharienne, depuis le Sahel et les régions de savane vers les forêts humides du golfe de Guinée. Dans tout le sud-ouest de la Côte d’Ivoire, se côtoient trois grands groupes de populations, les autochtones, les migrants d’originaires du centre du pays, et les migrants venus du Burkina Faso, ayant construit des modèles alimentaires spécifiques avant de se rencontrer. L’objectif est d’identifier les évolutions depuis leur rencontre dans les forêts du sud-ouest, puis d’en expliquer les déterminants. Les données collectées auprès de 110 planteurs, par questionnaires et interviews, sont limitées à la composante alimentaire des céréales, tubercules, banane plantain. Le résultat le plus important est une conversion partielle des régimes alimentaires des migrants vers le riz, longtemps l’alimentation de base des autochtones. Au cours de la même période de 30 ans, les autochtones suivent un chemin opposé, réduisant leur consommation de riz, abandonnant presque la production. Pour expliquer cette énigme sociologique, les thèses néo-malthusiennes appliquées à la Côte d’Ivoire, un temps contestées, sont remises à l’ordre du jour, teintées d’innovations boserupiennes. À la croisée des changements écologiques, économiques et sociaux, la raréfaction des terres, la disparition des forêts au cours du déroulement du cycle du cacao, l’accès différencié au travail, jouent un rôle décisif dans ces changements alimentaires, via des bouleversements dans les systèmes de production et les rapports sociaux.

Food, migrations and ecology in South-West Ivory Coast

The Ivory Coast is the largest space for cocoa migrations in sub-Saharan Africa, extending from the Sahel and savannah regions to the

rainforests of the Gulf of Guinea. In the southwest of Ivory Coast, three major population groups live side by side: natives, migrants coming from the central region of the country, and migrants coming from Burkina Faso. Each group had built its own particular food patterns and habits before they met. The aim of this paper is to identify the evolution since they met in this region and explain the determining factors. Data obtained from questionnaires and interviews passed with 110 farmers is limited to the following dietary components: cereals, tubers and plantain. The most important finding is the partial conversion of migrants' diet to rice, which used to be natives' daily diet. During the same 30-year period, natives followed the opposite path, reducing their rice consumption, almost abandoning rice production. To explain this sociological enigma, neo-Malthusian theories applied to Ivory Coast, which were disputed for a while, are now back on the agenda, coloured with Boserupian innovations. At the intersection of economic and ecological change, land depletion and forest disappearance occurring during the cocoa cycle, differentiated access to labour, play an important role in food pattern changes.

Index terms

Mots-clés : migration, maïs, riz, igname, déforestation, changement climatique, convergence alimentaire, politique publique, Côte d'Ivoire

Keywords : migration, corn, rice, yam, deforestation, climatic change, diet convergence, public policy, Ivory Coast

Full text

Introduction¹

- 1 En Europe, le thème « Alimentations, migrations et identifications » évoque en priorité des migrations depuis les pays pauvres et/ou en guerre, notamment Africains, vers les richesses et la sécurité des pays développés. L'Afrique connaît aussi de puissantes vagues de migrations internes au continent, surtout dans un contexte d'économies agricoles. Ainsi, au cours du 20^{ème} siècle, grâce au cacao, le Sud forestier du Ghana puis de la Côte d'Ivoire deviennent des centres d'attraction pour les populations originaires des savanes et du sahel. Au Ghana, l'anthropologue, Hill (1963) fait découvrir au monde ce rôle des migrants dans le boum cacao du pays. En Côte d'Ivoire, pour ne citer qu'un travail emblématique, ce sera la « périphérie recentrée » de Chauveau et Richard (1977).
- 2 En Côte d'Ivoire, entre 1950 et 2010, les revenus du cacao attirent quelques millions de migrants, formant une mosaïque de populations convergeant vers les forêts tropicales du Sud. Au cours des années 1970, les migrations s'accélérent dans le sud-ouest du pays, à l'ouest du fleuve Sassandra, région peu peuplée, de l'ordre de 1 à 2 habitants au km², et encore couverte de forêt tropicale (Léna, 1979, Schwartz 1979, 1993). Les politiques délibérées en faveur des migrants y jouent un rôle décisif (Chauveau et Léonard, 1996 ; Ruf, 1995). Les migrants, originaires du centre et du nord de la Côte d'Ivoire mais aussi des pays voisins, en particulier le Burkina Faso, donnent à la Côte d'Ivoire le rang de premier producteur mondial de cacao, depuis 1978.
- 3 Face à cette ouverture du Sud de la Côte d'Ivoire, via le cacao, que se passe t-il au plan des modèles alimentaires ? L'évolution de l'alimentation des différents groupes de migrants, ou plutôt d'immigrants, dans le milieu forestier et rural de la Côte d'Ivoire reste mal connue. Dans un essai sur le thème « contraintes communautaires et consommation

alimentaire », Mahieu et Odunfa (1993) saluent la « critique anthropologique des déterminismes alimentaires » réalisée par un économiste, Requier-Desjardin (1989), lequel montre alors « la remarquable stabilité du modèle alimentaire ivoirien » en lieu et place des « mimétismes alimentaires » supposés venir d'Europe et des thèses néo-malthusiennes². Mais les données reposent sur une enquête budget-consommation de 1979, donc ancienne et surtout nationale, se référant peu ou pas aux origines géographiques, leurs appartenances sociales et ethno-culturelles (revendiquées ou assignées) des populations... Quand aux éventuelles études plus récentes, elles portent préférentiellement sur les populations urbaines.

4 Si l'on rappelle avec Calvo (1985) ou Crenn (2004) que l'alimentation est un lieu de synthèse du biologique et de l'économique, du social et du culturel, au centre de la vie sociale entre réseaux de production, d'approvisionnement et de consommation, et donc un des systèmes révélateurs de la place de différents groupes sociaux dans la société, que nous dit l'alimentation de la place des groupes de migrants et de leurs enfants dans la société rurale de Côte d'Ivoire, structurée par l'économie de plantation cacaoyère ? Si l'on rappelle avec Hubert (1998) et Bouly de Lesdain (2002) que les études des changements alimentaires infirment la thèse de la convergence alimentaire, d'une uniformisation des pratiques, que nous dit l'évolution de l'alimentation des migrants venus du centre de la Côte d'Ivoire ou du Burkina Faso face aux « autochtones »³ du sud-ouest ? La nourriture resterait-elle un marqueur d'identités et solidarités culturelles et sociales ? Ou bien, les influences culturelles entre groupes opèrent-elles au fil des années ? Ou bien, si avec Hassoun et Paulin (1995), on pose la question de la survie d'un exotisme alimentaire à l'époque du « village planétaire », les effets de la mondialisation parviendraient-ils à générer un « mimétisme alimentaire » des planteurs de cacao et de leurs familles jusque dans leurs campements les plus éloignés ? Et surtout, au-delà des influences des voisins et du marché international, quel est le rôle du milieu écologique forestier et de ses changements pour ces migrants venus de la savane et du Sahel ?

5 S'ils ont quitté leurs villages d'origine principalement pour les revenus espérés du cacao, les migrants veillent également à maintenir une certaine production alimentaire, une part d'autoconsommation. Les familles de ces migrants, les ménages pour reprendre l'unité des économistes, ne recourant que partiellement au marché, les modèles alimentaires sont nécessairement influencés par les conditions locales de production.

6 Notre hypothèse centrale, proche d'un point de vue néo-malthusien est celle d'un fort déterminisme des changements écologiques sur l'alimentation, via les changements imposés sur la production. Cette hypothèse se teinte d'un point de vue boserupien⁴. En ce cas, comment interfèrent les innovations sur l'alimentation et la production ? Revisitons cette « stabilité de l'alimentation » dans la Côte d'Ivoire, mais en prenant en compte la différenciation sociale de sa population rurale et une période de 30 ans de migrations très actives.

7 Au début des années 1970, au déclenchement de migrations massives dans le sud-ouest du pays, quels sont les modèles alimentaires des populations rurales de cette région ? Celui des autochtones est basé sur les produits de chasse et pêche et sur le riz (Schwartz, 1993). Dès les premières années de leur arrivée dans le sud-ouest, les migrants venus du centre du pays, s'auto-désignant et étant désignés comme Baoulé, parviennent à maintenir un système alimentaire privilégiant l'igname (ORSTOM, 1977 ; Léna, 1979 ; Ruf, 1988). Ceux qui se définissent comme Mossi, et sont reconnus comme tels, venus de l'ex Haute Volta, l'actuel Burkina Faso, cultivent et consomment surtout le mil dans leurs villages d'origine, complété d'un peu de maïs (Delgado, 1988 ; Cheyns, 1997). Ne pouvant cultiver le mil dans le milieu humide du Sud de la Côte d'Ivoire, ils semblent y privilégier le maïs comme leur spécificité culturelle et alimentaire (Fusillier, 1991 ; Ruf, 1993). Comment cette trilogie riz/ autochtones, igname/ Baoulé, maïs/ Mossi évolue entre les années 1970/ 1980 et 2000/ 2010 ?

- 8 Après quelques indications sur les méthodes, suivies de rappels bibliographiques de la question « ethnique », du rôle du politique dans ces migrations, d’un aperçu des modèles alimentaires à l’aube des grandes migrations, l’article repose sur une enquête de terrain. Celle-ci livre d’abord le principal résultat, la conversion partielle des modèles alimentaires des migrants vers le riz, mais accompagnée d’autres innovations. Puis l’analyse des déterminants de ces changements constituent autant de sections : changement écologique, innovation technique, accès différencié à la terre et innovation sociale, impact du marché. Enfin, l’analyse s’enrichit d’une comparaison avec le chemin alimentaire des autochtones ayant accueilli ou subit ces vagues de migrants.

Indications sur la méthode

- 9 Les questions sont traitées dans la région administrative du Bas-Sassandra, en gros un triangle formé par les villes de Soubré, Sassandra et San Pedro, faisant partie du grand sud-ouest du pays. Les vagues de migrations y ont été les plus massives de l’histoire du pays, et parmi les plus récentes, ce qui permet d’enquêter encore de nombreux migrants de première génération en 2009. Ces derniers sont susceptibles de se souvenir de leur alimentation et de leur système de production dans les premières années de leur migration, au début des années 1980, et donc de faire ressortir les principaux changements au cours des décennies suivantes. Les souvenirs des planteurs sont validés par la bibliographie disponible, au moins sur les systèmes de production. Deux types d’enquêtes ont été conduites en 2009, l’une basée sur un questionnaire d’une page, passée par des enquêteurs auprès de 80 migrants et 30 autochtones dans une dizaine de villages, et l’autre selon des entretiens approfondis, conduits par l’auteur avec l’aide d’un interprète, principalement avec des chefs de famille, occasionnellement avec des groupes de femmes.

Groupes ethniques et différenciation sociale en économie de plantation familiale

- 10 Les chercheurs en sciences sociales ayant travaillé en Côte d’Ivoire ont contribué à montrer à quel point la notion « d’ethnie » est une construction coloniale⁵. Pour un géographe comme A. Schwartz (1993), les groupes ethniques actuels « n’avaient le plus souvent aucune existence avant la pénétration coloniale ». Le colonisateur devait classer les régions en entités « homogènes » et au besoin transformaient les sobriquets en ethnonymes (Schwartz, 1993 : 87). Pour le groupe de population se considérant comme autochtone de la région entre Soubré et San Pedro, les Bakwé, leur nom viendrait de l’expression *ba-kwé* (« attraper-tirer ») que scandaient leur ancêtres pour effectuer à l’unisson un travail de levage et de traction » (Schwartz, 1993 : 88). Cette histoire n’empêche pas que les individus se réclament aujourd’hui de leur « identité ethnique », avec divers marqueurs, notamment alimentaires.
- 11 Au plan des identités alimentaires, là aussi les travaux d’anthropologie sur la Côte d’Ivoire contribuent à fortement relativiser la notion d’attribut alimentaire lié à un groupe ethnique. Dans la moyenne Côte d’Ivoire, voisine du sud-ouest,

Chauveau et al. (1981) montrent que les cultures et les « traditions » alimentaires, reposant sur plutôt le riz à l’Ouest du Bandama, chez les groupes Bété et Gban, (comme leurs voisins Bakwé du sud-ouest) et plutôt sur l’igname à l’est, chez les Baoulé, ne relèvent guère de « civilisations » du riz et de l’igname. Il n’y a ni déterminisme écologique, ni déterminisme culturel. Selon les auteurs, la situation coloniale et sa promotion du riz comme denrée stockable et contrôlable, comme moyen de levée d’impôt, a largement favorisé son adoption récente chez les Bété. En revanche, chez les Baoulé, la même politique coloniale aurait conduit à l’effet opposé, celui de la résistance, et donc du développement de la culture non imposée, en l’occurrence l’igname. Des interdits de consommation de riz sont alors lancés par les féticheurs et sorciers (Chauveau et al, 1981 : 647).

12 Les déterminants de cet effet opposé de la politique coloniale sur les populations bété et baoulé ne sont pas entièrement clarifiés mais cette recherche montre que la différenciation riz/ igname chez ces deux groupes de population relève au moins en partie d’une évolution récente, au cours du 20^{ème} siècle, où le facteur politique a joué un grand rôle.

13 Puis l’adoption du cacaoyer et du caféier aurait consolidé riz d’un côté, igname de l’autre, dans la mesure où les deux cultures vivrières s’inscrivent bien chacune dans le calendrier agricole du café et du cacao. Ici, on peut ajouter un facteur renforçant la différenciation, au moment où les Baoulé migrent à la conquête des forêts en pays bété et bakwé. Certes riz et igname sont complémentaires des calendriers agricoles du café et cacao. Toutefois sous réserve de la renouveler chaque année, donc de disposer de forêts et de force de travail pour les défricher, l’association igname/cacaoyer est la plus efficace (Léna, 1979 ; ORSTOM, 1977 ; Ruf, 1988). Or les migrants disposent d’un réservoir de main d’œuvre dans leur village d’origine face à des autochtones dont les enfants sont partis à l’école ou en ville. Les migrants baoulé peuvent optimiser l’association igname/cacaoyer et s’affirmer comme mangeurs d’igname : « Nous ne sommes pas des oiseaux pour manger du riz ». À travers cette expression, les Baoulé font alors référence aux dégâts d’oiseaux venant picorer les grains de riz dans les champs des autochtones.

14 Ces modèles alimentaires ne sont pas considérés ici comme des identités culturelles ethniques, mais comme des constructions sociales qui aboutissent à ce dualisme observé dans les années 1970/ 1980 : « riz chez les autochtones » et « igname chez les migrants baoulé ». C’est le point de départ pour notre étude localisée dans le sud-ouest de la Côte d’Ivoire, en y ajoutant les migrants burkinabé, surtout les populations originaires du plateau mossi, au centre du Burkina Faso.

15 Comme nous l’avons précisé plus haut, nous allons donc utiliser les termes « Bakwé », « Baoulé » et « Mossi », mais derrière les dénominations d’ordre ethniques, correspondent des rapports sociaux d’altérité bien identifiés par les travaux en sciences sociales (Chauveau et Richard, 1977 ; ORSTOM, 1977 ; Léna, 1979 ; Ruf, 1988 ; Chauveau, 2006 ; Colin et Ayouz, 2006) ainsi que des appartenances nationales qui ne se réduisent pas à uniquement à un processus juridique mais également à un processus d’identification/différenciation qui peuvent être tantôt utilisées tantôt occultées en fonction des situations. L’économie de plantation familiale s’est construite sur le binôme autochtones-migrants (Chauveau et Richard, 1977; Léonard et Vimard, 2005 ; Ruf, 1982 ; Schwartz, 1993). Si la venue de certains des migrants Mossi dans le sud-ouest ivoirien a pu s’expliquer initialement par la quête d’un emploi rémunéré comme manœuvre agricole, très vite, comme pour les Baoulé, c’est la perspective de créer leur propre plantation qui les a attirés et « fixés » en zone forestière. En même temps, ils ont été vite perçus par les autochtones comme plus dociles et plus respectueux de leurs tuteurs que les migrants baoulé. L’économie familiale de plantation en Côte d’Ivoire peut donc être aussi représentée sous forme d’une trilogie :

autochtones, migrants ivoiriens, dits « allochtones », et migrants étrangers, principalement burkinabé, dits « allogènes ».

Politiques publiques et différenciation sociale

- 16 Comme mentionné en introduction, le politique a largement contribué à cette trilogie sociale. Le président Houphouët-Boigny, d'origine baoulé, le « père » de la nation indépendante avait compris qu'il pouvait ravir au Ghana la place de premier producteur mondial de cacao, en inversant la politique coloniale, en favorisant les migrations à l'extrême, quitte à laminer le poids des autochtones dans chacune de leur région forestière. Il met en place cette politique avec les populations d'origine baoulé, les incitant à migrer plus activement vers le sud forestier, mais ouvre aussi très largement les frontières nationale, notamment avec l'ex-Haute Volta, (l'actuel Burkina Faso), déjà vue comme réservoir de main d'œuvre par l'administration coloniale. Ces migrations accélérées engendrent des frustrations, lesquelles, manipulées par les politiques, contribuent au conflit en Côte d'Ivoire au début des années 2000. Mais dans l'ensemble, les conflits entre ces trois grands groupes, autochtones, allochtones, allogènes, n'ont explosé que ponctuellement, dans des régions limitées. Globalement, ces trois grands groupes de population trouvent des raisons et des arrangements institutionnels pour vivre et produire ensemble.
- 17 Néanmoins, au plan démographique, les autochtones du Bas-Sassandra sont terriblement marginalisés, dans un rapport approximatif de trois autochtones pour 100 migrants. Ils manquent structurellement de force de travail. Leurs plantations se limitent à deux hectares par famille. La première génération de migrants baoulé avait gagné la course à la terre dans les années 1980, ayant construit des plantations de plus de 10 hectares. Elle est encore présente dans le sud-ouest mais vieillissante, comme ses plantations de cacao, en situation de perte de revenus. Les migrants d'origine mossi, arrivés avec quelques années décalage, ont des superficies de plantations intermédiaires et un peu moins âgées, et résistent mieux grâce à leur accès privilégié à la main d'œuvre venant du Burkina Faso.

Modèles de consommation alimentaire à l'aube des grandes migrations dans le sud-ouest

- 18 Quelques rares données sur la consommation alimentaire des ces 3 grands groupes dans les années 1970 et 1980 confirment de grandes différences. Ainsi, sur la base d'un recensement agricole conduit en 1972 dans la région Sud-ouest, au tout début des grandes migrations, la différenciation riz/ igname des modèles alimentaires des autochtones et des migrants baoulé est confirmée (tableau 1).

Tableau 1 : Contribution relative à l'apport calorique de 5 produits en milieu rural du sud-ouest ivoirien, en 1972 (sous-préfectures de San Pedro et de Tai)

	Riz	Igname	Manioc	Plantain	Maïs	Sous-total des 5 produits

Autochtones	70%	0%	13%	10%	7%	100%
Migrants Baoulé	7%	63%	7%	18%	5%	100%

Source : Raymond 1974

- 19 Ce recensement de 1972 comptant à peine 2000 Baoulé pour 80 000 autochtones se situe tout à fait à l'aube du mouvement migratoire exceptionnel des années 1970 et 1980 dans le sud-ouest mais avait déjà pu passer à côté des migrants disséminés au cœur des forêts, loin des pistes. Le recensement ignore les migrants mossi et plus largement originaires du Burkina Faso, certes alors majoritairement manoeuvres mais commençant néanmoins à exister en tant que planteurs.
- 20 Une étude de la filière maïs, par J.L. Fusillier, un des rares économistes à remonter aux données brutes de l'enquête budget-consommation de 1979 sans gommer les références « ethniques », permet de préciser la trilogie alimentaire. Même si les données se rapportent au milieu rural de l'ensemble de la Côte d'Ivoire, même si au-delà des migrants baoulé, elle intègre le groupe akan (baoulé et agni) dans l'est et le centre de la Côte d'Ivoire, c'est une référence pour le modèle alimentaire des Mossi et autres migrants venus du Burkina Faso, par comparaison aux ivoiriens du Sud et du centre. En milieu rural, les Akan ne consomment le maïs que très occasionnellement (4,8 kg/pers/an). Le groupe krou, autochtones du sud-ouest, englobant les Bakwé du Bas-Sassandra en consomment en moyenne 8,6 kg/pers/an. À l'opposé, avec 51,9 kg/pers/an, le maïs est bien l'aliment de base des Burkinabé (Fusillier, 1991). Les Burkinabé sont alors presque tous migrants de première génération, et alors principalement originaires du plateau mossi.
- 21 Voilà donc une trilogie au moins autant économique et sociale qu'ethnique, avec trois modèles alimentaires construits et affichés au moment où ils se rencontrent dans le sud-ouest du pays, dans la région administrative du Bas-Sassandra. La trilogie se complexifie aussi avec le changement de génération, notamment chez les jeunes baoulé qui doivent se contenter d'exploitations plus petites que celles de leurs pères et oncles⁶. Comment les modèles alimentaires évoluent-ils dans ce Bas-Sassandra, devenue la nouvelle boucle du cacao de la Côte d'Ivoire ?

Conversion partielle des migrants vers le riz

- 22 À chacun des 80 planteurs migrants enquêtés en 2009 dans cette région du Bas-Sassandra, nous demandons quels produits alimentaires de base, céréales, tubercules, féculents, sont consommés au cours de l'année. La réponse prend la valeur 0 pour les produits non consommés ou si le planteur en considère l'usage négligeable, la valeur 0,5 si la consommation est occasionnelle, la valeur 1 si le produit est consommé régulièrement pendant quelques mois, 2 si le planteur insiste sur son omniprésence dans les repas. Pour chacun des deux grands groupes, Baoulé et Mossi, les totaux sont ramenés à une population de 100 individus, pour obtenir un indice sommaire de fréquence de consommation des aliments.
- 23 Les migrants enquêtés se sont installés comme planteurs de cacao dans le Bas-Sassandra, entre les années 1970 et la fin des années 1980. En 2009, ils ont donc entre 20 et 35 ans de présence dans cette région. Que donne cette méthode, certes

très simple, pour l'année 2009 ? En première analyse, deux grands résultats en ressortent (tableau 2).

Tableau 2 : Indice de consommation des produits alimentaires des familles de migrants en 2009

	Riz	Maïs	Igname	Manioc
Baoulé	116	17	103	78
Mossi	123	123	20	9

- 24 Le résultat le plus important est la conversion partielle des régimes alimentaires vers le riz, commune aux deux groupes de migrants. Alors que les Baoulé et les Mossi consomment peu ou pas de riz dans leurs villages d'origine, cette céréale devient le premier produit consommé. Faut-il y voir une influence partielle des autochtones bakwé dont le riz est alors la nourriture de base ? Les migrants récusent cette influence dans leurs discours.
- 25 Ou bien ce fameux « mimétisme », un certain modèle urbain, le marché et les importations de riz répondent-ils à un nouveau goût dans les campagnes ? Très peu de migrants se reconnaissent explicitement dans une telle représentation. Toutefois, quelques uns évoquent le changement de génération, de nouvelles habitudes alimentaires développées par leurs enfants à travers les périodes scolaires, les séjours en ville chez des parents. On retrouve d'ailleurs la notion d'interdit qui a pu émerger au début du 20^e siècle en réaction à la politique coloniale. « *Je mange l'igname, je n'ai jamais mangé le riz depuis ma naissance. Le riz est le totem de mon père, donc le mien aussi... mais depuis 2000, je cultive le riz à cause de mes enfants, pour qu'ils ne souffrent pas plus tard, car le riz est maintenant la denrée la plus consommée* ». Ce planteur baoulé de près de 60 ans est originaire de Didiévi, arrivé en 1978 dans la région de Soubré/Tuih. Après 22 ans de présence dans la région, il illustre ce passage à la culture du riz de nombreux immigrants baoulé. Avant les années 1990/ 2000, ils ignoraient tout de cette céréale, tant sur le plan de la production que de la consommation. Environ deux tiers des immigrants baoulé de la région de Soubré se sont lancés dans la culture de riz de bas-fonds. Un autre tiers consomme du riz grâce aux bas-fonds qu'ils concèdent en location aux Mossi, recevant au passage quelques sacs. En complément, presque tous passent par le « riz de boutique ». Quand aux Mossi, plus de 80% le cultivent et le consomment. Certains en vendent occasionnellement. Ils recourent aussi aux achats quoique leur préférence aille alors au maïs.
- 26 Car au delà du riz, les modèles alimentaires construits par chaque groupe de migrants avant la rencontre dans le Bas-Sassandra semblent résister. Les Mossi, mangeurs de tô de mil⁷ dans le village d'origine, restent centrés sur le tô, en substituant le maïs au mil⁸. À l'opposé, les Baoulé, se référant volontiers à l'igname comme une composante de leur identité « ethnique », parviendraient à en maintenir une certaine consommation, et complètent leur régime alimentaire par un autre tubercule, le manioc : « C'est grâce au manioc que nous sommes encore là », disent certains Baoulé.
- 27 Faut-il y voir une résistance des habitudes de chaque communauté de migrants, et en même temps une capacité d'innovation propre à chaque communauté ? L'histoire de leurs évolutions alimentaires est bien plus complexe. Dans l'ensemble, les planteurs migrants évoquent prioritairement le changement écologique, subit par tous, mais aussi le changement de statut social, en particulier les Mossi.

Changement de milieu, changement écologique

- 28 L’arrivée des migrants sur les fonds pionniers du sud-ouest les fait entrer dans un milieu de forêt dense, où le manque de lumière et la pression des animaux sauvages pénalise la production alimentaire les toutes premières années. Ces deux facteurs favorisent l’adoption du manioc par les migrants, toute origine confondue. D’une part, le manioc se contente de peu de lumière ; d’autre part le tubercule se développe en profondeur dans le sol, ce qui réduit les dégâts d’animaux sauvages. Ainsi, au cours des années 1970, en comparaison des autres régions de Côte d’Ivoire, aux forêts déjà bien entamées, les Baoulé et les Mossi déclarent avoir augmenté leur consommation de manioc à leur arrivée dans le Bas-Sassandra, encore couvert de la forêt tropicale. Par la suite, le manioc reste fort utile par sa capacité à maintenir une production sur des sols pauvres du sud-ouest, d’autant plus pauvres qu’ils sont dégradés par une déforestation massive.
- 29 Dans les tous premiers mois de leur arrivée dans le sud-ouest ivoirien, même les Mossi consomment peu de maïs et font souvent la part belle aux tubercules, tout comme les Baoulé (tableaux 3 et 4). Les migrants mossi, individus ou communautés, sont donc très loin de leur préférence alimentaire déclarée pour le *tô* et les céréales. Les femmes mossi évoquent leur dépendance alimentaire vis-à-vis du *tô*, sans lequel ils ou elles « tomberaient malades, trop habituées à digérer le *tô*. Au-delà des avantages particuliers du manioc, pour quelles raisons ils et elles s’éloigneraient du *tô* de maïs en phase pionnière et y reviendraient quelques années plus tard ?

Tableau 3 : Évolution des indices de consommation alimentaires entre la phase d’arrivée (1978-1984) et 2009 : cas des Mossi

	Riz	Maïs	Igname	Manioc	Taro/Macabo	Banane
1983-1988	29	41	69	53	53	76
2009	123	123	20	9	0	1

Tableau 4 : Évolution des indices de consommation alimentaires entre la phase d’arrivée (1978-1984) et 2009 : cas des Baoulé

	Riz	Maïs	Igname	Manioc	Taro/Macabo	Banane
1979-1987	23	11	117	61	72	91
2009	116	17	105	78	2	14

- 30 Le périple migratoire des Mossi est complexe. En majorité, ceux qui viennent s’installer dans le sud-ouest ont déjà passé plusieurs années dans d’autres régions de Côte d’Ivoire. Ils alternent ces séjours de 2-3 ans avec des retours périodiques au pays, changeant souvent de région. Ils côtoient donc de multiples migrants, observant leurs pratiques alimentaires mais aussi culturelles. Ils comprennent rapidement l’efficacité du système culturel développé par les Baoulé, associant igname, taros/macabo et bananiers plantain aux jeunes cacaoyers sur fronts pionniers. À l’opposé, alors que la grande forêt tropicale domine encore les paysages, les Mossi constatent les difficultés à produire du maïs, au moins en première année, lorsque la forêt arrête encore les rayons de soleil. Les migrants baoulé mentionnent également cette contrainte.

31 Quelques Mossi évoquent aussi leur ancien statut de manœuvre, les obligeant à accepter la nourriture donnée par leur patron Baoulé, notamment les taros/macabo. De fait, dans la course à la terre des années 1980, notamment dans la région de Soubré, les Mossi arrivent en moyenne 4 à 5 ans après les Baoulé. Souvent démunis d'épargne, ils doivent travailler comme manœuvres chez les Baoulé et Bakwé et de cette façon, ils subissent une influence culturelle et culturelle, notamment pour accéder aux semences ou boutures : «*Quand la forêt était abondante, je faisais beaucoup d'igname et de banane. Les nouveaux arrivés venaient travailler chez moi en échange de boutures et de rejets pour aller planter chez eux* » (planteur Baoulé de la région de San Pedro, 2009).

32 S'ils consomment aujourd'hui beaucoup plus de maïs, les Mossi se seraient-ils libérés d'une contrainte sociale sur leurs préférences alimentaires en accédant à la terre et en devenant eux-mêmes planteurs ? C'est un élément d'explication partiel, car en phase pionnière, lorsqu'ils deviennent planteurs à leur propre compte, une partie des migrants Mossi s'inspirent du système baoulé: sur une partie des parcelles défrichées, ils plantent taros, bananiers plantain, manioc, et ignames en association avec les cacaoyers et consomment ces tubercules et ces bananes⁹. En résumé, l'efficacité de ce système productif en phase pionnière interfère avec les éventuelles préférences alimentaires de l'individu et de la communauté. Selon les conditions de sols, de défrichement de la forêt, de pratiques culturelles, une plantation de cacao vit et produit entre 15 et 50 ans. Or le sud-ouest de la Côte d'Ivoire offre des sols pauvres. Sans engrais, le cycle d'une plantation de cacao peut se réduire à 15-20 ans. Quant aux cultures associées de bananier plantain, de taro et d'igname, elles périclitent dès la 2^e année de culture. Ces durées de cycle peuvent se prolonger puisque les migrants défrichent la forêt pendant quelques années, le temps d'arriver au bout du lot de forêt acquis à leur arrivée. Mais en attendant d'éventuelles innovations, le déclin vivrier et cacaoyer semble inévitable autour de la 20^e année, lorsque la forêt disparaît du paysage.

33 Au moins dans cette région du Bas-Sassandra, aux sols peu favorables, la disparition de la forêt et de la rente forêt, (appauvrissement des sols, multiplication des mauvaises herbes, baisse de la pluviométrie, pas toujours démontrée, mais constamment invoquée par les migrants et les autochtones)¹⁰, apparaissent bien comme les facteurs décisifs du changement alimentaire, imposé par le changement écologique, via la production.

« La disparition de la forêt fait que je n'arrive plus à cultiver mes vivriers préférés, tels que le taro et la Banane » (planteur Baoulé près de San Pedro 2009). « À notre arrivée, la forêt faisait qu'il pleuvait abondamment et tout réussissait. Maintenant la sécheresse nous fatigue sur les vivriers » (planteur Baoulé près de Soubré, 2009). « La disparition de la forêt fait que nous ne pouvons plus cultiver l'Igname, taro et Banane ». (planteur Mossi près de San Pedro, 2009). « À notre arrivée, la forêt était dense. Toutes les cultures réussissaient. Nous n'avions pas de problèmes au niveau de la nourriture. Maintenant rien ne peut réussir sauf le riz et le maïs » (planteur Mossi près de Soubré, 2009).

34 Ces commentaires des planteurs sont confirmés par les indices de consommation (tableaux 2 et 3). Des années 1980 à 2009, les trajectoires des Baoulé et des Mossi sur la consommation de taro et banane plantain sont parallèles. Très forte les premières années, leur consommation devient presque inexistante 20 ans plus tard. En revanche, sur le manioc et l'igname, il y a divergence dans les évolutions des deux groupes de migrants. Au delà du changement écologique lié à la déforestation, aux aléas climatiques, d'autres explications sont à rechercher. Une des meilleures méthodes consiste à le demander aux migrants eux-mêmes.

Innovations techniques

35 Les migrants évoquent deux autres facteurs, toujours liés aux contraintes de production : la raréfaction des terres et peut-être de façon moins prévisible, l’introduction de l’herbicide. Cet intrant chimique permet des rotations culturales plus fréquentes, une réduction des temps de jachère, voire une culture presque continue, notamment en bas-fonds.

36 Il est demandé au planteur de hiérarchiser les réponses de 1 à 4 par ordre de priorité. Ainsi, aux totaux les plus faibles correspondent les raisons déclarées les plus fortes. Pour faciliter les comparaisons, les totaux ont été aussi ramenés à une population de 100 planteurs dans chaque groupe (tableau 5).

Tableau 5 : Les déterminants des changements alimentaires, perçus par les chefs de famille

	Disparition de la forêt et changement climatique	Manque de terre	Introduction des herbicides	Influence des autres groupes ethniques
Baoulé	119	213	253	306
Mossi	129	175	215	288
Classement commun	1	2	3	4

37 Le changement écologique, caractérisé par la disparition de la forêt et l’appauvrissement des terres, mais aussi par une plainte systématique sur le changement climatique, le manque de pluies, vient au premier rang. Sans surprise, la raréfaction des terres disponibles est classée en seconde position par les migrants. Mais suit assez près, en 3^{ème} position, non pas l’influence culturelle, laquelle est plutôt reniée dans les discours des migrants, mais l’introduction de l’herbicide, dont le développement massif date du début des années 2000. Dans la région autour de Soubré, l’herbicide vient même en 2^{ème} raison évoquée par les Mossi et les Baoulé. L’herbicide a largement contribué à la mise en valeur des bas-fonds en riz, et donc au glissement partiel des régimes alimentaires des ménages ruraux vers le riz, y compris chez les migrants baoulé.

38 Tous ces facteurs sont interactifs. Les changements alimentaires des individus et des deux communautés, baoulé et mossi, résultent en partie d’un processus malthusien (pression démographique, déforestation massive sous l’effet des migrations, de déroulement du cycle du cacao, de raréfaction des terres). Les changements alimentaires relèvent aussi d’innovations dans la production, donc de processus boserupiens (les sociétés innovent par nécessité, quand elles sont face au mur, quand leur système et leur environnement ne leur assure plus un niveau de subsistance minimal). Le développement du riz et du maïs aux dépens des tubercules s’explique en partie par l’herbicide, plus efficace et plus productif sur des cultures de céréales que sur des cultures de tubercules. La déforestation ouvre aussi le paysage et apporte la lumière nécessaire au riz et au maïs. Enfin et surtout, l’herbicide devient presque incontournable pour la culture en bas-fonds, donc pour les nouvelles formes de production du riz dans la région.

39 L’innovation dans l’alimentation intervient aussi. À ce stade de l’analyse, on peut proposer l’interprétation suivante. Après un éloignement partiel du maïs et des céréales durant leur parcours migratoire et au début du cycle de leurs plantations de cacao, les Mossi reviennent vers le *tô*, en l’occurrence avec une adaptation du plat au maïs, à la faveur du

changement écologique et technique : déforestation et introduction de l’herbicide. Pour la même raison, ils consomment également de plus en plus de riz.

40 Quand aux Baoulé, ils restent attachés aux tubercules et à la banane, mais en situation de contrainte écologique, leurs goûts et habitudes les rabattent vers le riz et un autre tubercule, le manioc, un des rares tubercules à se contenter de sols pauvres. Les préférences alimentaires et les plats identitaires, à base de foutou, resteraient donc présents ou reviendraient même en force après plusieurs années de migration et déforestation, tout en perdant du terrain face au riz.

41 Pour défendre ce raisonnement, il faut classer les aliments en céréales et en tubercules. Pour les Mossi, la constance du plat de *tô*, et substitution du maïs au mil dans la fabrication du *tô* justifie cette classification. S’il n’y a pas nécessairement retour au maïs, il y a au moins retour au *tô*. Chez des Baoulé, la préférence pour le foutou d’igname trouve un compromis avec le manioc qui peut entrer dans la composition des foutous de banane et d’igname.

42 Il y a donc bien une résistance partielle et adaptative des habitudes alimentaires construites par chaque groupe de population avant les migrations. Mais ce n’est pas encore toute l’histoire. Il a été rappelé plus haut que le contexte historique des migrations cacaoyères a façonné un accès différencié aux ressources, notamment à la terre.

Accès différencié à la terre et innovation sociale

43 L’arrivée précoce des migrants baoulé à Soubré contribue à leur donner un avantage initial sur les migrants mossi, celui d’obtenir de grandes superficies de forêt. Dans les premières années, la négociation avec les autochtones pour obtenir la terre est particulièrement facile. Par ailleurs les premiers migrants baoulé ayant une plus longue histoire comme planteurs dans les autres régions, cumulent l’avantage de l’arrivé précoce avec celui d’une épargne tirée d’une autre plantation. Entre 1978 et 1982, ces premiers migrants obtiennent facilement 20 à 50 hectares de forêt quand les Mossi, arrivant un peu plus tard, se contentent de 6 à 10 ha (Ruf, 1988). Vingt ans après, en 2000, malgré les premiers cas d’héritages, de rétrocessions, de pertes de plantations par mortalité, on retrouve cette histoire dans la superficie moyenne des plantations de cacao à Soubré : 10,3 ha en moyenne pour les Baoulé (encore globalement en première génération de migrants contre 5,3 pour les Mossi (Ruf, 2001). À côté des plantations, les différences de surfaces disponibles pour un système vivrier en rotation avec un temps de jachère sont encore plus marquées. Les Baoulé contrôlent désormais une grande partie des terres en jachères, notamment des bas-fonds. Ils en possèdent souvent car le cours d’eau d’un bas-fond représente souvent la limite naturelle entre les exploitations de deux migrants, les autochtones leur cédant la terre avec la mission « d’aller jusqu’au marigot » (Ruf, 1988).

44 Progressivement, au cours des années 1990, un nouveau rapport social et un nouveau marché de la terre se construisent, par la mise en place de location de terres, avec la formation d’un prix de marché, de l’ordre de 30 000 FCFA par hectare en 2008 et 2009, l’équivalent de 75 kg de riz blanc. Les migrants Mossi paient cet ordre de grandeur de loyer aux autochtones Bakwé mais aussi et surtout aux migrants Baoulé.

45 Au-delà de leurs préférences alimentaires retrouvées à la faveur de la « savanisation » des terres forestières, ces nouvelles conditions d’accès à la terre pour les Mossi contribuent à leur choix envers le maïs plutôt que le manioc. Que l’on raisonne en calories ou en revenus en cas de vente locale de surplus, le maïs donne un produit sensiblement supérieur par unité de

surface et plus rapidement, en trois mois au lieu de cinq à six minimum pour le manioc. Le tubercule se stocke relativement bien en terre, dans le champ, mais cette forme de stockage pose problème sur une terre louée. En revanche, les épis de maïs se stockent facilement hors du champ, dans la cour familiale. Enfin, la distance compte. Les parcelles encore disponibles à la location sont souvent à grande distance des villages et des maisons. À surface louée équivalente, le transport de deux à trois tonnes de maïs posera moins de problèmes que cinq à 10 tonnes de manioc.

- 46 En ce sens, le retour des Mossi au tô, à base de maïs, reflète leur place de migrants partis un peu plus tard dans la course à la terre. Malgré une capacité d’épargne et d’accumulation leur permettant de compenser progressivement leur retard, ils restent moins pourvus en réserves de terre que les migrants d’origine baoulé.

Retour à la technique : l’igname kokoassié

- 47 Derrière l’apparente stabilité de l’indice de consommation d’igname, se cache une innovation alimentaire majeure, celle de l’introduction d’une variété d’igname, appelée « kokoassié »,

Tableau 6 : Évolution des variétés d’igname consommées au cours du cycle du cacao. Cas des Baoulé

	Igname bété bété	Igname kokoassié
1979-1987	117	0
2009	34	70

Tableau 7 : Évolution des variétés d’igname consommées au cours du cycle du cacao. Cas des Mossi

	Igname bété bété	Igname kokoassié
1983-1988	69	0
2009	0	20

- 48 Au cours des années 1990, dans le contexte de raréfaction des terres sous l’emprise des cacaoyères, du déclin de la fertilité sous l’effet de la déforestation, la production d’igname chute. C’est le moment où se diffuse spontanément l’igname « kokoassié », venue du Ghana (Ruf, 1995). Cette variété, produisant de très gros tubercules, présente deux caractéristiques idéales au stade mature du cycle cacaoyer: contrairement aux autres variétés d’igname, la « kokoassié » aime l’ombre et se développe fort bien sous les cacaoyers adultes. Les autres variétés n’étaient associées qu’aux jeunes plants de cacaoyers ; par ailleurs, cette variété se stocke également très bien en terre. Cette variété joue donc le rôle d’un véritable garde-manger dans les plantations.

- 49 Cette innovation permet aussi de vérifier l’évolution des goûts et des habitudes. Au cours des années 1990, les Baoulé la considéraient comme un pis-aller, de médiocre qualité gustative, dont ils devaient se contenter par nécessité. À la fin des

années 2000, le discours change. L’igname kokoassié leur « rappelle le goût et la douceur de l’igname lokpa », l’igname la plus prisée dans leur milieu d’origine, en zone de savane. Cette igname s’adapte parfaitement au plat « culturel » par excellence des Baoulé, le foutou d’igname.

50 Une grande partie des Mossi se sont aussi emparé de l’igname kokoassié, pour contribuer à leur sécurité alimentaire, sans négliger l’évolution de leurs goûts et habitudes, puisqu’ils avaient déjà largement adopté les autres variétés d’igname, en phase pionnière. Ils ont emprunté le plat de foutou aux Baoulé, mais parfois consomment l’igname sous forme de bouillie. D’après leurs déclarations, malgré la kokoassié, leur consommation d’igname a toutefois régressé. Dans la mesure où beaucoup de planteurs pensent que cette igname influe négativement sur les rendements de cacao, et dans la mesure où les Mossi sont plus attentifs que les Baoulé à l’entretien des cacaoyers, la moindre importance de l’igname kokoassié chez les Mossi s’explique aussi par des objectifs de production cacaoyère soutenus par des ressources en travail supérieures à celles des exploitations des Baoulé.

Le marché, les prix et les revenus

51 Certains Mossi évoquent un impact positif des revenus cacao sur leurs préférences alimentaires. Toujours en référence à leur arrivée avec peu ou pas d’épargne, ils soulignent que les revenus cacao leur permettent désormais de choisir le produit alimentaire de base qu’ils veulent acheter, notamment le maïs.

52 Certains Mossi évoquent aussi le problème de l’accès aux semences. Dès leur arrivée, certains auraient amorcé une production et consommation de riz à cause de l’accessibilité des semences. Autant il était facile de s’en procurer dans le village bakwé, autant il était difficile et coûteux de se procurer des semences de maïs.

53 Toutefois, dans les faits, la majorité des migrants réagissent surtout à une baisse structurelle de leurs revenus depuis quelques années. Le vieillissement des cacaoyères, la dégradation du milieu écologique et des rendements en cacao, et plusieurs années de très bas prix du cacao, induisent une baisse tendancielle des revenus dans le sud de la Côte d’Ivoire. Sans le démontrer ici, l’année 2009 marque un regain d’investissement et d’innovation dans les cultures vivrières, un peu le maïs et l’igname kokoassié, principalement le riz de bas-fonds. L’objectif des ménages est bien sur de réduire le recours au marché pour les produits de base. Ainsi, les autochtones bakwé raillent volontiers les migrants: « Les Baoulé sont devenus des gros oiseaux », de gros consommateurs de riz.

54 Certes, les achats de « riz de boutique » restent à chiffrer. Certes, cette nouvelle orientation des migrants pour le riz est en partie liée à la disponibilité des stocks, à la facilité d’achat et de transport, et au prix relativement bas du riz, aidé par une politique de subvention aux importations. Mais les achats de riz par les migrants représentent des volumes très inférieurs au riz produit localement dans les bas-fonds.

55 En définitive, dans la boucle du cacao des années 2000, la substitution partielle de riz aux tubercules dans l’alimentation des migrants doit finalement peu à un effet de globalisation par le marché et par les politiques publiques qui le favorisent. Cette substitution est plutôt l’aboutissement d’un changement structurel de production : sous l’effet de la pression démographique, de la déforestation, des risques climatiques accrus, et de la conquête des terres de plateau, les arbres plantés, en l’occurrence les cacaoyers, repoussent les vivriers dans l’espace résiduel : les bas-fonds. Et c’est encore le riz qui

valorise le mieux cet espace. Sur ce plan, cette région du Bas-Sassandra, cette boucle du cacao des années 2000, et au delà, tout le Sud de la Côte d’Ivoire ne suivent pas un modèle global mais plutôt asiatique.

Les autochtones : un chemin inverse

- 56 Si les politiques nationales, le marché et les phénomènes de globalisation jouent un rôle limité dans cette conversion partielle des migrants vers le riz, peut-on pour autant d’ignorer les influences potentielles des autochtones, du moins plus directes qu’à travers le marché des semences ? Bien que leurs chemin alimentaire soit presque opposé à celui des migrants ?
- 57 Au cours des années 1970, l’activité agricole des hommes bakwé était très secondaire au regard des activités de chasse, mais elle se concentrait bien sur le riz. Les hommes n’assuraient que le défrichage d’une parcelle de forêt, la laissant ensuite aux femmes qui assuraient une grande partie de l’auto suffisance alimentaire (Schwartz, 1993). Sur un des villages étudiés par l’auteur, en 1975, la disponibilité en riz décortiqué devait se situer autour de 200 kg de riz décortiqué par an et par famille Bakwé, soit plus de 500 grammes par personne et par jour (Schwartz, 1993). Ce riz était donc produit par les familles bakwé, en système de culture itinérante, par défrichage de forêt, principalement sur les pentes et plateaux. Ce riz n’était exploité qu’une seule année, principalement pour éviter la contrainte des mauvaises herbes qui commençaient à envahir la parcelle dès la 2^e année. Chaque année, une parcelle de forêt était donc défrichée, sans danger pour son renouvellement, compte tenu de leur très faible densité de population. La présence massive de la forêt rendait cette technique de riziculture sur brûlis très efficace en termes de productivité du travail. Il suffisait de défricher, semer et récolter, avec peu ou pas de travail d’entretien entre le semis et la récolte. C’est un des aspects de la rente forêt (Ruf, 1987).
- 58 Quelques 35 années plus tard, cette rente forêt et l’autosuffisance alimentaire à base de riz ont disparu de concert. Les Bakwé affirment avoir considérablement diminué la part du riz dans leurs consommations, et presque arrêté sa production. Les raisons invoquées sont clairement la déforestation, les mauvaises herbes, et le changement climatique, autant de contraintes au système défriche/brûlis, à faible recours en travail et sans capital. Contrairement aux migrants, ils n’ont ni la force de travail ni le capital requis pour passer au riz de bas-fonds, beaucoup plus exigeant en travail, et où les herbicides sont devenus presque incontournables.
- 59 Les autochtones reconnaissent un emprunt croissant aux cultures et produits apportés par les migrants, tel l’igname kokoassié et les plats de foutou, (sachant qu’ils avaient une igname sauvage qui a disparu), voir le *tô* de maïs. En même temps, ils s’efforcent de maintenir une certaine consommation de riz, via le marché, par achat de « riz de boutique », et par locations de terres aux Mossi et autres migrants venus du Burkina Faso, avec un loyer souvent payé à hauteur de 2 à 3 sacs de riz par hectare. Les autochtones tentent ainsi de compenser la perte de leurs ressources naturelles, de leur « rente forêt » par une rente foncière, du moins ce qu’ils peuvent encore en capter (tableau 8).

Tableau 8 : Évolution des indices de consommation alimentaires des autochtones entre 1979 et 2009

	Riz de	Riz de	Riz de	Igname	Igname	Manioc	Taro	Banane plantain

	plateau	bas-fonds	boutique	sauvage	kokoassié			
1979	200	0	0	14	0	66	68	77
2009	23	55	77	0	55	114	27	23

60 Tout en reconnaissant être influencés par les migrants dans leur alimentation, ils contestent la négation par les migrants de leur propre influence. Ils évoquent les cas de mariage mixtes, ou de cohabitation lorsque les migrants n’avaient pas encore de maison, favorisant des transferts de savoir-faire autochtones, l’évolution des goûts des migrants vers le riz.

61 Ces phénomènes d’influence culturelle entre autochtones et migrants ont joué dans les deux sens. Ainsi les femmes autochtones et baoulé reconnaissent volontiers avoir appris à préparer le *tô* au contact des femmes mossi. Les hommes autochtones expriment aussi très bien la combinaison des influences et des nécessités, tel ce chef de village « La nourriture ne suffit plus et les goûts ont évolué au contact des autres. On est obligé de varier » ou ce fonctionnaire à la retraite : « La nourriture n’est plus en abondance et il y a l’arrivée d’autres cultures avec les étrangers, donc il y a un mélange culturel ». En même temps, ce paradoxe des influences plus reconnues par les autochtones que par les migrants mérite d’être relevé. Ce paradoxe peut s’interpréter en partie par un sentiment de supériorité des migrants, lesquels se considèrent comme les véritables entrepreneurs et travailleurs, considérant les autochtones comme « peu adaptés aux travaux champêtres ». Ou à l’opposé, en reflet de leur histoire, le sentiment de supériorité peut être du côté des autochtones qui ont donné la terre et peuvent donc plus facilement reconnaître leurs emprunts alimentaires aux migrants. Par ailleurs, les autochtones ne sont pas restés murés dans leurs villages mais ont presque tous passé plusieurs années à Abidjan et dans d’autres villes du pays avant de revenir dans leur village. Eux aussi ont des histoires de « migrants » qui les ont mis en contact avec de nouveaux aliments. Enfin, les autochtones sont désormais presque tous d’une nouvelle génération, plus jeunes que les migrants : « avant je devais manger ce que mon père me donnait, maintenant je choisis ce que je mange ». Les jeunes autochtones « choisissent » de diversifier leur alimentation, en partie parce qu’ils se sont habitués à d’autres aliments que le riz. Leur réflexivité alimentaire est certainement accrue par le passage en ville. Cependant le discours et la pratique s’adaptent aussi à la réalité du changement écologique et social. Leurs parents ayant cédé la forêt aux migrants qui l’ont transformé en vaste cacaoyère, les jeunes autochtones ne peuvent plus compter sur leur riz pluvial de défriche/brûlis. Il est plus facile à cette jeune génération de reconnaître des influences et une réflexivité alimentaire qu’une difficulté de production mal surmontée.

62 Ce rôle des influences culturelles, plus reconnues par les autochtones que par les migrants, du moins chez les hommes, se croise en effet avec un autre paradoxe, bien plus révélateur des enjeux : les migrants deviennent grands mangeurs de riz au moment où les autochtones en réduisent la consommation. « Aujourd’hui, les Baoulé et les Mossi mangent plus de riz que nous les Bakwé. Au moment où nous n’avons plus de riz, eux, ils en ont ». Ce paradoxe s’explique avant tout par la raréfaction de l’espace mobilisé pour le cacaoyer, par la déforestation et la perte de la rente forêt, par la mobilisation de nombreux bas-fonds par les Baoulé, et finalement par l’accès différencié au travail, privilégié chez les migrants, limité chez les autochtones.

Conclusion

- 63 Après une ou deux années difficiles suivant l’arrivée dans les forêts denses, la conquête de forêt et le boum cacao s’accompagnent d’une abondance de produits vivriers, véritables sous-produits des migrations cacaoyères (Ruf, 1988). Ces vivriers, abondants en quantité et qualité, sont parfois gaspillés faute d’infrastructure pour les commercialiser au-delà des villages et campements aux alentours immédiats (Chaleard, 1996). En phase pionnière, tous les campements de migrants sont en phase de surplus vivriers difficiles à écouler. Pour les migrants, c’est alors la période d’abondance où déjà les migrants « mangent ce qu’on peut produire », comme écrit Requier-Desjardins en 1989, mais où tout réussit, disent les planteurs : une phase des migrations et du cycle du cacao où « on peut choisir ce que l’on mange ».
- 64 En fin de cycle, sous l’effet de la pression démographique, selon un processus néo-malthusien qui finit par se vérifier à l’échelle de plusieurs régions, à un certain stade d’évolution de l’économie de plantation, la production cacaoyère décline et la production vivrière devient déficitaire : « on mange ce qu’on trouve ». Les migrants se rabattent sur les cultures qui restent ou redeviennent productives, grâce à des innovations techniques et sociales.
- 65 D’un côté, les innovations contribuent à sauver ou reconstruire des habitudes alimentaires, presque de nouveaux « exotismes », tel le foutou d’igname kokoassié chez les Baoulé et le *tô* de maïs se substituant au *tô* de mil chez les Mossi. L’innovation, très boserupienne permet de sauver une part de « stabilité alimentaire de la Côte d’Ivoire ».
- 66 D’un autre côté, le riz emplit les assiettes des migrants au moment où les autochtones doivent commencer à s’en passer quelques jours par semaine. Face à un tel résultat, on aurait pu imaginer une convergence culturelle des régimes alimentaires, par contacts entre les groupes de populations et par les facilités du marché. Avec cette étude, on voit que les processus sont plus complexes. Si convergence il y a, elle passe d’abord par le changement écologique et social du milieu forestier, ou plutôt « post-forestier »¹¹.
- 67 En revenant brièvement aux « histoires de riz et d’igname » racontées par Chauveau, Dozon et Richard en 1981, on part d’une situation où les différences d’habitudes alimentaires entre groupes ethniques ne s’expliquaient guère par des variations écologiques entre régions, à une forme de convergence partielle autour du riz, devant beaucoup au changement écologique massif induit par les migrations cacaoyères, entraînant des innovations également très boserupiennes. Celles-ci se déclenchent quand le système en place ne permet plus à chaque groupe de population de se nourrir selon des habitudes ou modèles adaptés à un environnement qui a disparu. Ces changements alimentaires reflètent aussi la recomposition sociale façonnée par l’économie de plantation, avec des autochtones débordés par des migrations massives, tentant de reconverter la perte irrémédiable de leurs ressources naturelles par un peu de rente foncière, ce qui peut encore être capté ou repris chez les migrants.
- 68 Au-delà de l’impact du marché et des politiques qui peuvent favoriser les importations alimentaires, au-delà des influences culturelles et des aliments « identitaires », le rôle crucial du changement écologique et de l’innovation technique mais aussi du changement social s’exerçant, via la production, sur l’alimentation des migrants et des autochtones semble donc démontré pour la région sud-ouest, boucle du cacao des années 2000. Les migrants se sont adaptés à ces changements, quitte à vendre une partie du riz pour acheter du maïs ou quelques tubercules d’igname ou encore quelques régimes de banane plantain. Mais à la faveur du changement de génération, de nouvelles habitudes alimentaires se créent. Les enfants

des migrants Baoulé adorent cette céréale, tout comme les enfants des migrants Mossi : « Si les femmes préparent le tô de maïs, les enfants ne viennent manger que s'ils ont très faim. Si c'est le riz, ils accourent ». Donnons le mot de la fin à un vieux migrant rendu aveugle par l'onchocercose : « Il n'y a plus de totem, maintenant ».

- 69 BOSERUP E., 1965, *The conditions of Agricultural Growth: The Economics of Agrarian Change under Population Pressure*, Aldine, Chicago, 218 p.
- 70 BOULY de LESDAIN S., 2002, Alimentation et migration, une définition spatiale. In : I. Garabuau-Moussaoui, É. Palomares et D. Desjeux D. (Eds.) *Alimentations contemporaines* (pp. 173-189), Paris, L'Harmattan.
- 71 CALVO E., 1985, Migration et Alimentation, *Cahiers de Sociologie économique et culturelle*, 4, 51-97.
- 72 CHALEARD J.L., 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Karthala, Paris, 661 p.
- 73 CHAUVEAU J.-P., 2006. How does an institution evolve? Land, politics, intergenerational relations and the institution of the *tutorat* amongst autochtones and immigrants (Gban region, Côte d'Ivoire), in *Land and the politics of belonging in West Africa* (pp. 213-240-. In R. Kuba and C. Lentz (Eds), Boston, Brill.
- 74 CHAUVEAU J.P., RICHARD J., 1977, Une périphérie recentrée, *Cahier des Sciences Humaines*, 68 (17-4), 485-523.
- 75 CHAUVEAU, J-P, DOZON J-P. et RICHARD J., 1981, Histoires de riz, histoires d'igname. Le cas de la moyenne Côte d'Ivoire, *Africa*, 51(2), 621-658.
- 76 CHAUVEAU J-P. et LEONARD É., 1996, Côte d'Ivoire's pioneer fronts: Historical and political determinants of the spread of cocoa cultivation. In W.G. Clarence-Smith (Ed), *Cocoa pioneer fronts since 1800: the role of small holder, planters and merchants* (pp. 176-194), London, Macmillan.
- 77 COLIN J.-Ph. et AYOZ M., 2006, The Development of a Land Market? Insights from Côte d'Ivoire, *Land Economics*, 82(3), 404-423.
- 78 CHEYNS E., 1997, Introduction du maïs dans la consommation du To à Ouagadougou. Des interactions avec les savoir-faire ?, Note de travail (4 p), CIRAD, Montpellier.
- 79 CHEYNS E., 1998, *Identification et construction sociale de la qualité de produits agroalimentaires. Le cas de l'alimentation urbaine au Burkina Faso*, Thèse de Doctorat en Economie du développement agricole (377 p), Montpellier, ENSAM.
- 80 CRENN C., 2004, La fabrique du lien social entre pratiques alimentaires et sanitaires. Le cas d'immigrés marocains et de leurs enfants dits « arabes » dans le grand Libournais. XVIIème congrès de l'AISLF, Tours juillet 2004, CR 17, Sociologie et anthropologie de l'alimentation, [Lemangeur-ocha.com].
- 81 DELGADO C.L., REARDON, T.A., et THIOMBIANO, T., 1988, La substitution des céréales locales par les céréales importées : la consommation alimentaire des ménages à Ouagadougou, Colloque sur la consommation alimentaire au Burkina Faso, Ouagadougou, 6-7 juin 1988, CEDRES-IFPRI.
- 82 DUMONT R, MOTTIN M.F., 1982, *L'Afrique Etranglée*, Éditions du Seuil, 288 p.
- 83 FUSILLIER J.L., 1991, *La filière maïs en Côte d'Ivoire. Un exemple d'adaptation spontanée des appareils de production et de commercialisation à l'extension du marché intérieur*, Thèse de doctorat en Économie rurale et agro-alimentaire (310 p), Université Montpellier I, CIRAD, Montpellier.
- 84 HILL P., 1963, *The migrant Cocoa Farmers of Southern Ghana*. Cambridge, University Press.

- 85 HASSOUN J.P. et PAULIN A., 1995, Homo exotici. In S. Bessis (Ed), *Mille et une bouches. Cuisines et identités culturelles*, Autrement, 154, 119-129.
- 86 HUBERT A., 1998, Consommation alimentaire et modes de vie en France. 1950-1998, *Écologie et Politique*, 2-3, 13-23.
- 87 KASSIN K.E., DOFFANGUI K., KOUAME B., YORO R.G. et ASSA A., 2008, Variabilité pluviométrique et perspectives pour la replantation cacaoyère dans le Centre Ouest de la Côte d’Ivoire, *Journal of Applied Biosciences*, 12, 633-641.
- 88 LENA P., 1979, *Transformation de l’espace rural dans le front pionnier du sud-ouest ivoirien*, Thèse de 3^e cycle (345 p.), spécialité Géographie, Abidjan, ORSTOM.
- 89 LEONARD E. et OSWALD M., 1996, Une agriculture forestière sans forêt. Changements agro-écologiques et innovations paysannes en Côte d’Ivoire, *Natures Sciences Sociétés*, IV(3), 202-16.
- 90 LEONARD E. et VIMARDS P., (Eds), 2005, *Dynamiques des populations, crises et recompositions socio-économiques sur les anciens fronts pionniers du sud-ouest ivoirien*, Paris, IRD-Karthala, 368 p.
- 91 MAHIEU F.R. et ODUNFA A., 1993, Contraintes communautaires et consommation alimentaire. Une réflexion sur la Côte d’Ivoire. In J. Muchnik (Ed.), *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales* (pp. 93-126), L’Harmattan.
- 92 MALTHUS T.R., 1803, *Essai sur le principe de population*, Paris, Éditions Guillaumin, 687 p.
- 93 ORSTOM 1977, Le dynamisme pionnier dans le sud-ouest ivoirien. Ses effets sur le milieu forestier (région de Soubré), Abidjan, ORSTOM, 142 p + ann.
- 94 RAYMOND G., 1974, Bilan Vivrier. Ensemble de la région sud-ouest, ARSO, Abidjan, 94 p.
- 95 REQUIER-DESJARDINS D., 1989, *L’alimentation en Afrique : manger ce qu’on peut produire*, Paris, Karthala et Pusaf, 169 p.
- 96 RUF F., 1982, Ma forêt est finie. Où planter l’igname ? In Colloque du CIRES « Les cultures vivrières, élément stratégique du développement agricole ivoirien », Abidjan, Côte d’Ivoire, 11-15 mai 1982, p. 152-170.
- 97 RUF F., 1987, Éléments pour une théorie sur l’agriculture des régions tropicales humides. De la forêt, rente différentielle au cacaoyer, capital travail, *L’Agronomie Tropicale*, 42(3), 218-232.
- 98 RUF F., 1988, *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle (pp. 1393), Université Nanterre, Paris X, spécialité géographie, 6 tomes.
- 99 RUF F., 1993, Adoption et abandon du cacaoyer : cycles d’innovations et ajustements. In : J.-P. Chauveau et J.M. Yung (Eds), 1993. Les diversités de l’innovation, Actes de la conférence « Innovations et sociétés », CIRAD, INRA, ORSTOM, Montpellier, 13-16 septembre 1993, 2, 337-346.
- 100 RUF F., 1995, *Booms et crises du cacao. Les vertiges de l’or brun*. Karthala, Paris, 380 p.
- 101 RUF F., 2001, Changes in labour and non-labour inputs in Côte d’Ivoire cocoa farms, 1997-2001. What impact on cocoa supply? CIRAD, Report for Dreyfus. Montpellier, 40 p.
- 102 SCHWARTZ A., 1979, Colonisation agricole spontanée et émergence de nouveaux milieux sociaux dans le sud-ouest ivoirien : l’exemple du canton bakwé dans la sous-préfecture de Soubré, *Cahiers ORSTOM*, XVI (1-2), 83-101.
- 103 SCHWARTZ A., 1993, *Sous-peuplement et développement dans le sud-ouest de la Côte d’Ivoire: cinq siècles d’histoire économique et sociale.*, Paris, ORSTOM (coll. Études et Thèses), p. 490 p.

Notes

1 Ce papier a largement bénéficié des commentaires très constructifs de deux lecteurs anonymes et de Chantal Crenn. Je remercie également les enquêteurs Georges Konan, Roger Tanoh et Josué Kiendré pour leur aide précieuse dans le travail de terrain.

2 La thèse malthusienne ou néo-malthusienne considère la dégradation de la production et de la consommation comme le résultat inévitable de la pression démographique s'exerçant sur des ressources naturelles limitées (Malthus, 1803). Requier-Desjardin conclue que cette thèse, notamment défendue par Dumont et Mottin (1982), qu'il confronte aux données statistiques nationales de 1979, ne tient guère face au cas ivoirien.

3 Les populations se considérant comme « autochtones » se réclament d'une histoire de plusieurs générations dans la région, ayant un droit sur le territoire et le sol. Peu revendiqué au contact des premiers migrants, ce droit du sol se construit et se développe au fur et à mesure que les vagues de migrations font prendre conscience aux autochtones de sa valeur marchande.

4 Contrairement aux thèses malthusiennes, Boserup (1965) montre que face à la dégradation de leur milieu et de leurs ressources sous l'effet de la pression démographique, les sociétés innovent et peuvent relancer leurs productions.

5 L'usage de l'expression « groupe ethnique » mettant en évidence l'idée d'une relation, d'un rapport social hiérarchisé établi par plusieurs groupes est préférée à celle « d'ethnie », notion réifiante comme s'imposant aux groupes et individus en dehors de leur propre volonté et niant les rapports sociaux.

6 La trilogie se reproduit mais se complexifie aussi par la recherche continue de forêts dans d'autres régions. Ainsi, en 2010, les planteurs établis dans le sud-ouest dans les années 1970 et 1980 recherchent et trouvent encore des forêts dans le « grand-ouest », aux dépends des forêts dites « classées » (en théorie protégées), à l'ouest des villes de Duekué, Guiglo, et Danané, aux confins des frontières avec la Guinée et le Libéria.

7 Le *tô* de mil est un plat à base de farine de mil.

8 Cette innovation, la substitution de maïs au mil, se retrouve également au pays d'origine, principalement en ville, dans la capitale, Ougadougou, où la consommation de maïs explose (Delgado et al. 1988 ; Cheyns 1997, 1998).

9 Sur une autre partie, les migrants, notamment Mossi, adoptent un système de défrichement très rapide. Au lieu de brûler les gros arbres de la forêt en première année, ils les éliminent progressivement les années suivantes. L'inconvénient est de limiter fortement les associations de cultures vivrières. L'avantage est dans la rapidité, donc dans l'accélération de la course à la terre. En situation de forêt dite « classée », ce type de défrichement permet aussi de rester plus discret, moins visible des éventuelles patrouilles des services des eaux et forêts, et des autochtones.

10 Dans la région voisine du centre-ouest de la Côte d'Ivoire, Kassin et al (2008) montrent surtout une grande variabilité pluviométrique sur les 30 dernières années, mais évoquent aussi un allongement de la saison sèche. Ce changement est vu par les auteurs comme un problème pour la replantation cacaoyère, mais il a aussi un impact négatif sur la production vivrière.

11 Pour reprendre l'excellent terme de Léonard et Oswald (1996).

References

Electronic reference

François Ruf, « 'Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz'. », *Anthropology of food* [Online], Migrations, pratiques alimentaires et rapports sociaux, Online since 25 décembre 2010, Connection on 07 janvier 2011. URL : <http://aof.revues.org/index6686.html>

Author

François Ruf

agronome, CIRAD, UMR 85 « Innovations », francois.ruf@cirad.fr

Copyright

© All rights reserved